



REPÚBLICA DE MOÇAMBIQUE
MINISTÉRIO DO GÉNERO, CRIANÇA E ACÇÃO SOCIAL

INSTITUT NATIONAL DE L' ACTION SOCIALE, IP



Protection sociale et inégalité au Mozambique dans l'ère post-covid-19

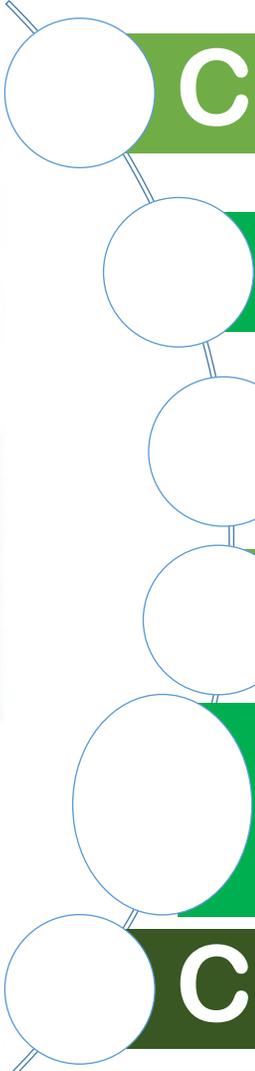
Olivia Faite

SEPTEMBRE 2022

www.mgcas.gov.mz



STRUCTURE DE LA PRÉSENTATION



Contexte

Cadre juridique

PASD-PE

Principales interventions

Leçons apprises et défis

Considérations finales



CONTEXTUALISATION

Ces derniers temps, le pays a été gravement touché par des sécheresses, des inondations, des cyclones, des tempêtes tropicales et d'autres phénomènes tels que la récente pandémie de COVID-19. Ceux-ci changent et deviennent plus imprévisibles, augmentent en fréquence, en intensité et en magnitude, générant des calamités ultérieures qui affectent négativement et aggravent la situation de vulnérabilité, en particulier pour les groupes vivant dans la pauvreté, érodant leur capacité de résilience.



Cadres juridiques - Protection sociale



FONTE: BANCO MUNDIAL

2.PROGRAMMES D'INTERVENTION

Programme de soutien social direct - post-urgence

Des transferts sociaux temporaires et inconditionnels pour soutenir les familles vulnérables pendant 6 à 12 mois selon le type de calamité.



2.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Objectif général



Renforcer la résilience des communautés touchées par les catastrophes dans la période post-urgence.

Objectifs spécifiques

- Effectuer les transferts d'argent aux bénéficiaires ;
- Promouvoir la participation de la communauté aux activités socio-éducatives ;
- Participer à des actions qui contribuent à la conservation de l'environnement.

2.2.GROUPES CIBLE

Bénéficiaires

Chaque citoyen touché par une catastrophe naturelle, quelle que soit sa situation socio-économique.

2.3 Valeur du transfert

La valeur du transfert monétaire est de 2500.00mt (environ 40 USD), mais la nature de la catastrophe et les conditions socio-économiques du pays peuvent déterminer un ajustement.



2.3 Hiérarchisation des priorités

Dans les cas où le secteur ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour aider tous les ménages qui ont reçu une assistance de l'INGD et d'autres organisations humanitaires, il existe une priorisation associée aux indicateurs suivants :

- L'AF est dirigée par des enfants ;

- Les AF dirigées par des personnes âgées ;

- Chef des AF alités ;

- Les AF dirigées par des personnes souffrant de handicaps invalidants ;

- AF dirigées par des femmes et avec des enfants

- Le chef de l'AF est temporairement frappé para une incapacité.



3. Principales interventions



PASD-PE- Réponse à la sécheresse- Départements de Chókwé, Mabalane et Massingir- transferts en espèces- 18.466 Af's ;



PASD-PE- Réponse à la sécheresse- Départements de Chibuto et Guijá- transferts monétaires et distribution de paniers alimentaires- 14 000 Af's ;

PASD-PE - Réponse aux cyclones IDAI, Kenneth - Sofala, Manica et Cabo Delgado- transferts monétaires- 104.390 Af's ;



PASD-PE- Réponse à la pandémie de COVID-19 - à l'échelle nationale- transferts monétaires- 1.102.825

19/09/2021



4. Leçons apprises et défis



4.1.PASD-PE en réponse à la sécheresse

Défis et leçons apprises :

Divergence dans le partage d'**informations sur les bénéficiaires** (listes) et retards dans la réception des listes de bénéficiaires desservis par l'Institut national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophes.

- Faiblesses dans le processus d'externalisation des **paiements** : problèmes dans l'utilisation des guichets automatiques mobiles - Première expérience dans le domaine de la protection sociale
- Enregistrement biométrique long - mauvaise couverture du réseau internet dans les zones reculées.
- **Financement de la réponse** : absence d'une ligne de financement gouvernementale de la Banque mondiale



Principales avancées :

Réponse intégrée entre INGD, INAS et les agences humanitaires ;

L'intégration (INGD- INAS) a soulevé des questions générales telles que le **suivi de la production**.

Les premiers **paiements externalisés** : efficacité, transparence et responsabilité.

Utilisation d'**outils numériques** pour identifier les bénéficiaires (enregistrement biométrique *hors ligne*)

Paiements bimensuels



4.2.PASD-PE - réponse aux cyclones Idai et Kenneth

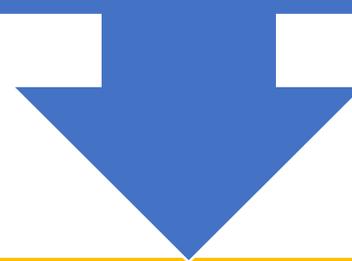
Défis et leçons apprises :



Le processus d'identification des bénéficiaires pour l'accès des utilisateurs à la carte SIM a entraîné un retard dans le processus de paiement et a nécessité des solutions rapides.

Une prise de décision lente sur le type de paiement ;

Manque d'interopérabilité entre les systèmes d'enregistrement et de paiement.



Principales avancées :



Amélioration de la collaboration entre l'INGD et l'INAS.

Reconnaissance d'INAS dans le registre des bénéficiaires (ville de Beira).

L'inclusion des bénéficiaires actuels permettant d'identifier les plus pauvres des pauvres (utilisation du système e-INAS).

(CONT)



Insertion d'actions complémentaires telles que l'éducation financière dans les programmes.



Agilité financière due à l'existence de lignes de financement (Banque mondiale) ; meilleure connaissance des processus de la part de l'INAS.



4.3 PASD-PE- Réponse à la COVID-19

Principaux progrès :

- Reconnaissance du rôle institutionnel de l'INAS dans la coordination de la réponse à la pandémie ;
- Utilisation de l'expansion verticale dans les bénéficiaires actuels du PASP et du PSSB, et de l'expansion horizontale du PASD-PE dans les zones urbaines ;
- Utilisation des informations sur la pauvreté multidimensionnelle (ministère de l'économie et des finances) au niveau des quartiers pour identifier les zones prioritaires et l'enregistrement rapide des bénéficiaires ;
- Préparation des 31 bureaux INAS avec des techniciens formés pour effectuer l'enregistrement des bénéficiaires.

(CONT)



Progrès dans la gestion des partenariats : meilleure reconnaissance du rôle des partenaires dans l'extension de la couverture de la réponse (UNICEF/PAM) ;



Inclusion de certains travailleurs informels parmi les bénéficiaires, en renforçant l'intégration avec l'Institut national de sécurité sociale ;



Lancement des premiers paiements numériques de l'État, auparavant à l'essai, en commençant par les zones difficiles (département de Montepuez)

Défis dans le cadre de la réponse à la COVID-19



Difficulté de travailler avec les banques commerciales en tant que prestataires de services de paiement, car les montants en jeu sont très faibles par rapport à l'effort à fournir.

Difficulté à effectuer des paiements numériques dans les zones rurales où subsistent des transferts monétaires manuels.

Reconnaissance des fonctions opérationnelles exercées par l'INAS et les prestataires de services pour le paiement des subventions

Manque de liquidités de la part des agents pour le paiement des bénéficiaires (planification opérationnelle)

Manque de liquidités des agents pour payer les bénéficiaires (planification opérationnelle).

5. Leçons apprises

a) Coordination interinstitutionnelle



La coordination interinstitutionnelle adoptée pour répondre aux événements exige une clarté des rôles entre les différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales à différents niveaux (central, provincial, département et communauté).



La création de protocoles pour définir le rôle de la protection sociale dans la gestion des risques de catastrophe et le renforcement de la représentation de l'INGD dans les districts et les zones à risque de catastrophe avec la capacité d'intégrer la protection sociale et l'engagement des comités locaux de gestion des risques de catastrophe (CLGRC).



La nécessité de renforcer la représentation de l'INAS à tous les niveaux et les mécanismes existants doit être une priorité afin de réaliser les progrès nécessaires à la consolidation d'une protection sociale adaptative.

(Cont)



L'engagement entre les partenaires financiers, les agences humanitaires et les organismes gouvernementaux devrait aboutir à des actions coordonnées plus efficaces et alignées sur les directives gouvernementales dans les phases d'atténuation, de réponse et de post-urgence. À cette fin, il est nécessaire de clarifier les rôles joués dans l'aide humanitaire et la protection sociale.



L'engagement communautaire par le biais des comités locaux, notamment en ce qui concerne la capacité à soutenir les groupes les plus vulnérables, est stratégique et constitue un point d'attention.



L'importance des investissements dans la communication avec les bénéficiaires pour renforcer l'accès et la connaissance de leurs droits et de l'assistance disponible.

6. Leçons apprises

b) Identification/enregistrement



L'absence de documents d'identification individuels (cartes d'identité) pour les bénéficiaires a exigé des solutions rapides et une coordination supplémentaire - la Banque du Mozambique a autorisé l'utilisation de la carte d'assistance sociale à la place ;



Les erreurs d'enregistrement, la duplication des données et le besoin d'enquêtes/de validations ont mis en évidence le manque de gestion efficace de l'information et la nécessité d'un système et d'un registre communs ;



Les fonctionnalités d'e-INAS sont encore en cours de développement et le module de paiement n'est pas encore finalisé.



La plateforme e-INAS est reconnue comme un système très utile ayant la capacité d'étendre ses fonctionnalités, mais elle a stagné en raison de la nécessité d'allouer des ressources humaines et financières. Importance du pré-enregistrement ;



L'utilisation de l'e-INAS impose de surmonter immédiatement deux défis : i) l'amélioration de la sélection et du pré-enregistrement des bénéficiaires et ii) le besoin d'interopérabilité entre les systèmes ;

Adoption d'un outil d'enregistrement uniforme convenu entre les parties prenantes, qui devrait inclure des données de base sur la vulnérabilité alignées sur les critères de l'INAS, afin de faciliter l'interopérabilité des données et les vérifications croisées entre les systèmes de gestion de l'information de l'INGD et de l'INAS ;



Il est essentiel de donner la priorité à la création d'un système par l'INGD, intégré à l'e-INAS, afin que les données relatives à la protection sociale puissent être utilisées efficacement dans la planification d'urgence et la hiérarchisation des bénéficiaires dans les zones à risque, avant ou après un choc.

6. Leçons apprises

c) État de préparation opérationnel - Paiements

La garantie d'une plus grande agilité et d'une plus grande exhaustivité dans les paiements aux bénéficiaires a permis des avancées stratégiques. Nécessité d'assurer l'interopérabilité des fournisseurs et des e-inas avant les interventions

Des problèmes tels que l'incapacité des compagnies de téléphonie mobile à enregistrer les nouveaux clients et le manque d'intermédiation financière numérique, en particulier dans les zones rurales, sont devenus des points critiques.



(CONT)



Reconnaissance du fait que l'innovation doit être alignée sur la capacité institutionnelle et doit se produire avant l'émergence (de préférence, mais pas nécessairement sous condition) ;



Il est nécessaire d'organiser le processus de paiement avec des lignes directrices claires et correctement communiquées aux personnes impliquées, en créant une stratégie couvrant les programmes actuels, en étudiant où les prestataires de services peuvent agir, et comment, notamment en ce qui concerne les liquidités nécessaires, la disponibilité d'outils hors ligne pour les zones éloignées sans accès à Internet et les interventions complémentaires dans le domaine de l'éducation financière ;



Le processus d'identification et de paiement des prestations requiert la coordination de différents acteurs à tous les niveaux, avec un engagement particulier du niveau local.

6. Leçons apprises

d). Mécanismes de financement

- Nécessité de créer un mécanisme ou un système de gestion et de suivi des ressources reçues et allouées pour le redressement et la reconstruction ;
- L'INAS doit chercher des moyens de garantir des lignes de décaissement et une capacité de flexibilité dans l'utilisation des ressources affectées à l'urgence (lignes budgétaires parallèles permettant de faire le lien entre les différentes lignes et l'affectation des ressources) ;
- La nécessité de mobiliser des fonds avant les situations d'urgence



7. Leçons apprises et facteurs déterminants

Les leçons apprises

- L'utilisation des listes de bénéficiaires du PS permet d'éviter les retards dans la mise en œuvre des programmes d'urgence.
- Le manque de prestataire de services qualifié pour effectuer les paiements, la complexité de la passation de marché avec le prestataire de services de paiement retardent la mise en œuvre du programme, soulignent la nécessité de renforcer la capacité technique de l'INAS et d'adopter une approche graduelle dans le processus d'externalisation.
- La couverture du programme devrait aller au-delà des bénéficiaires du PS pour aider d'autres personnes vulnérables actuellement exclues des programmes réguliers du PS.

8. Facteurs déterminants



- Cadre juridique et politique de la protection sociale prêt à répondre aux catastrophes.



- Outils d'enregistrement basés sur l'utilisation de tablettes déjà développés



- INAS est déjà familiarisé avec les programmes à mettre en œuvre et les processus impliqués.

9. Perspectives



9.1 Scénarios futurs face à la hausse des prix des carburants ?





Plan de réponse dans le cadre du genre, de l'enfance et de l'action sociale face à la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires



Poursuivre les interventions visant à atténuer ces impacts en aidant 1 225 455 familles en situation de pauvreté et de vulnérabilité par le biais de programmes de protection sociale, avec un budget de 100 997 036 USD.



Verser 3 mois supplémentaires de subventions à 649 902 bénéficiaires existants des programmes d'assistance sociale, ainsi que le paiement de subventions mensuelles en espèces de 1 500,00 Mt allant de 4 à 6 mois à 575 553 bénéficiaires inscrits lors de la réponse sociale à l'urgence économique déclenchée par la pandémie de Covid-19.



Adéquation des programmes de protection sociale - long terme

Améliorer le processus de communication avec les différentes parties prenantes ;

Étendre la mise en œuvre du mécanisme de règlement des plaintes et des réclamations ;

Étendre les paiements externalisés pour les adapter aux conditions des sites de mise en œuvre ;

Réduire le temps d'attente entre la conception de l'intervention et la mise en œuvre des différentes phases (sélection, enregistrement et paiement) ;

Développer le volet éducation financière afin de responsabiliser les communautés ;



10. Remarques finales



Compte tenu des évidences présentées par le secteur en réponse à la sécheresse, aux cyclones et à la pandémie de COVID-19, il s'est avéré être un défi majeur pour répondre rapidement à la demande ;



Les interventions ont contribué au bien-être des ménages, ainsi qu'à la promotion de l'égalité de genre et au renforcement du respect des droits des groupes de population les plus vulnérables ;

L'un des principaux enseignements est que la coordination efficace des différents acteurs à tous les niveaux dans les différentes phases de mise en œuvre des interventions est la clé du succès ;



La mobilisation des fonds en temps opportun, ainsi que la création d'une base de données des zones exposées aux catastrophes, sont d'une importance primordiale dans ce volet